

## ISLANDE

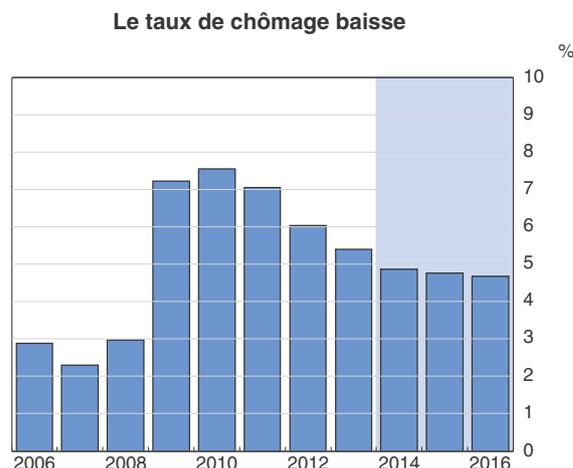
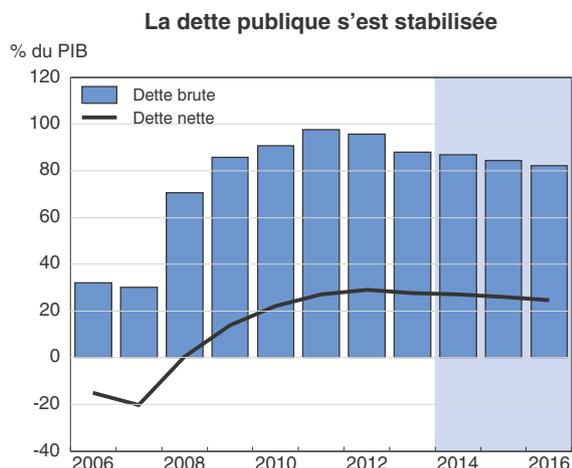
Le redressement consécutif à la crise financière se poursuit en Islande. La croissance économique s'est renforcée au second semestre de 2014 et le PIB se rapproche de son point culminant d'avant la crise. Le reflux de l'inflation, la stabilité du taux de change, le recul du chômage et l'amélioration de la situation budgétaire sont autant de signes de normalisation macroéconomique. La consommation privée et l'investissement des entreprises resteront les moteurs de la reprise. Les exportations devraient augmenter régulièrement malgré le recul de la compétitivité, mais moins vite que les importations, de sorte que le solde des paiements courants va se dégrader peu à peu.

Cette année, les résultats budgétaires ont été meilleurs que prévu. L'assainissement budgétaire ralentira en 2015, mais restera suffisant pour permettre de réduire la dette dans une certaine mesure. Il sera important de limiter les tensions sur les dépenses pour que la politique budgétaire conserve une orientation adéquate. Compte tenu de la résorption du sous-emploi de la main-d'œuvre, la politique monétaire devra continuer à rester axée sur les éventuelles tensions inflationnistes. Lorsque la situation s'y prêtera, il conviendrait de démanteler les mesures de contrôle des changes, car elles ont un effet préjudiciable sur l'environnement des entreprises.

### La croissance économique est vigoureuse

Le PIB réel a fortement augmenté jusqu'ici en 2014 et se rapproche de son point culminant d'avant la crise. Tirée par la demande intérieure, la croissance devrait rester globalement vigoureuse. Grâce à cette reprise soutenue, le taux de chômage a diminué et les salaires réels ont progressé. En outre, les mesures de relance budgétaire destinées à alléger le fardeau des dettes ont contribué à améliorer le patrimoine net des ménages, étayant une augmentation de la consommation. L'investissement s'est également redressé récemment, compte tenu du raffermissement de la confiance des entreprises et de l'amélioration des perspectives d'évolution de la demande, notamment de la forte expansion du tourisme. En partie grâce à une amélioration de la balance commerciale, un excédent des paiements courants s'est formé.

## Islande



Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 96.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933172455>

Islande : **Demande, production et prix**

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
	Prix courants milliards de ISK	Pourcentages de variation, en volume (prix de 2005)				
<b>PIB aux prix du marché</b>	1 700.6	1.1	3.5	2.5	3.3	2.8
Consommation privée	878.7	2.0	0.8	4.0	3.6	3.1
Consommation publique	415.4	-1.2	0.8	1.1	0.5	1.2
Formation brute de capital fixe	263.7	4.3	-2.2	12.3	16.0	12.2
Demande intérieure finale	1 557.8	1.6	0.3	4.6	5.0	4.4
Variation des stocks <sup>1</sup>	2.6	0.0	0.0	-0.1	-0.2	0.0
Demande intérieure totale	1 560.4	1.5	0.3	4.6	4.9	4.4
Exportations de biens et services	954.4	3.9	6.9	3.3	3.1	3.0
Importations de biens et services	814.2	4.9	0.4	8.0	6.3	6.0
Exportations nettes <sup>1</sup>	140.2	-0.2	3.7	-2.0	-1.4	-1.4
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	3.1	2.1	0.7	3.1	2.3
Indice des prix à la consommation	—	5.2	3.9	2.2	2.7	3.1
Déflateur de la consommation privée	—	5.6	3.4	2.1	1.9	2.2
Taux de chômage	—	6.0	5.4	4.9	4.8	4.7
Solde des administrations publiques <sup>2</sup>	—	-3.7	-2.0	-0.5	-0.3	0.1
Dette brute des administrations publiques <sup>3</sup>	—	95.6	88.1	86.7	84.4	82.1
Dette nette des administrations publiques <sup>3</sup>	—	29.0	27.5	27.2	25.9	24.6
Balance des opérations courantes <sup>2</sup>	—	-4.2	5.6	3.2	1.2	-0.3

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. En pourcentage du PIB.

3. En pourcentage du PIB, valeur du marché. Inclue la dette non provisionnée au titre des fonds de pension des employés du gouvernement, totalisant environ 25% du PIB en 2012.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 96.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933173228>

### La dette publique doit encore diminuer

La situation des finances publiques s'est considérablement améliorée en 2014 grâce aux efforts de maîtrise des dépenses et à la forte croissance des recettes, notamment liée à un volumineux paiement exceptionnel de la banque à capitaux majoritairement publics Landsbankinn. En conséquence, le niveau de la dette publique commence à diminuer. Le budget 2015 de l'État prévoit un tassement des recettes, mais une croissance encore modeste des dépenses. Dans un contexte d'endettement public encore élevé, il faut que la politique budgétaire conserve une orientation prudente et soit axée sur la maîtrise des dépenses.

### La politique monétaire pourrait avoir besoin de rester restrictive

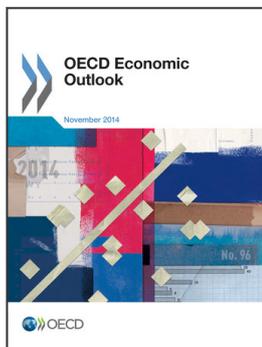
Les autorités monétaires ont réussi à faire diminuer l'inflation à la suite de la crise financière. Depuis 2013, les taux d'inflation annuels sont proches de l'objectif, ce qui a permis à la banque centrale d'abaisser ses taux directeurs en novembre 2014. Néanmoins, compte tenu de la résorption du volant de ressources inemployées dans l'économie, les tensions inflationnistes vont s'accroître. Si la croissance des salaires commence en particulier à monter en régime, des mesures devront être prises s'agissant des taux d'intérêt afin de contenir ces tensions.

**Les perspectives semblent prometteuses**

L'Islande devrait conserver une expansion économique relativement forte. L'inflation demeurera au niveau de l'objectif visé et le solde des paiements courants restera excédentaire en 2015, ce qui réduira les pressions découlant du remboursement des dettes extérieures. De nouveaux projets à forte intensité énergétique vont probablement débiter en 2015, entraînant de nettes augmentations, même temporaires, de l'investissement et des importations et un accroissement à plus long terme des exportations. En 2016, sur fond de diminution des effets des mesures de relance budgétaire prises en faveur des ménages et de repli de l'investissement, la demande intérieure et la croissance ralentiront quelque peu, tandis que la poursuite d'une forte progression des salaires érodera la compétitivité des exportations.

**Les flux de capitaux constituent une source de risques**

Différents risques entourent les perspectives économiques de l'Islande. Les risques à la baisse sont liés au calendrier des investissements de grande ampleur associés aux projets à forte intensité énergétique, qui tendent à être fluctuants. Bien qu'il protège l'économie à la suite de la crise financière, le maintien du contrôle des mouvements de capitaux l'expose aussi à un certain nombre de risques. Cela étant, son retrait prématuré pourrait provoquer des perturbations financières. Les contestations par des requérants internationaux et la charge du service de la dette correspondant aux prêts libellés en devises, c'est-à-dire essentiellement aux obligations émises par Landsbankinn, constituent également des sources de risque. La demande extérieure, en provenance de la zone euro notamment, pourrait être plus faible que prévu. Inversement, l'investissement étranger pourrait être plus vigoureux que prévu, tandis que les progrès accomplis en matière de levée du contrôle des capitaux et d'allègement de la charge du service de la dette extérieure amélioreraient l'environnement des entreprises.



Extrait de :  
**OECD Economic Outlook, Volume 2014 Issue 2**

Accéder à cette publication :  
[https://doi.org/10.1787/eco\\_outlook-v2014-2-en](https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2014-2-en)

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2014), « Islande », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2014 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: [https://doi.org/10.1787/eco\\_outlook-v2014-2-20-fr](https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2014-2-20-fr)

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).